

# L'URSS face à la guerre du Golfe, une stratégie singulière USSR and the Gulf War: In Defense of a Discipline

Francine Lecours

Volume 17, numéro 4, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702087ar>  
DOI : <https://doi.org/10.7202/702087ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)  
1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lecours, F. (1986). L'URSS face à la guerre du Golfe, une stratégie singulière. *Études internationales*, 17(4), 785–800. <https://doi.org/10.7202/702087ar>

Résumé de l'article

Soon after the opening of hostilities between Iran and Iraq in September 1980, the Soviet Union offered military assistance to Tehran while simultaneously suspending arms deliveries to Baghdad, a formerly faithful client. Following Iran's refusal of assistance, and possibly in reaction to a perceived threat from the spreading of Iran's Islamic revolution, Moscow re-opened arms shipments to Iraq. This ambivalent behavior on the part of the Soviet Union is partially explained by the history of its interests in the region.

The Soviet Union has long had strategic ambitions to bring Iran under its influence. Moscow welcomed any opportunity to increase economic and political ties with Tehran even if in the short term the results were only partial. On the other hand, Iraq is an influential member of the Arab community - a useful relationship for the USSR, and one that while mutually advantageous for both parties, has not required extensive commitments.

One cannot ignore the possibility that important events in the Gulf War will cause an abrupt shift in Soviet attitudes and actions in the region.

## L'URSS FACE À LA GUERRE DU GOLFE UNE STRATÉGIE SINGULIÈRE

Fancine LECOURS\*

### ABSTRACT — USSR and the Gulf War: In Defense of a Discipline

*Soon after the opening of hostilities between Iran and Iraq in September 1980, the Soviet Union offered military assistance to Tehran while simultaneously suspending arms deliveries to Baghdad, a formerly faithful client. Following Iran's refusal of assistance, and possibly in reaction to a perceived threat from the spreading of Iran's Islamic revolution, Moscow re-opened arms shipments to Iraq. This ambivalent behavior on the part of the Soviet Union is partially explained by the history of its interests in the region.*

*The Soviet Union has long had strategic ambitions to bring Iran under its influence. Moscow welcomed any opportunity to increase economic and political ties with Tehran even if in the short term the results were only partial. On the other hand, Iraq is an influential member of the Arab community — a useful relationship for the USSR, and one that while mutually advantageous for both parties, has not required extensive commitments.*

*One cannot ignore the possibility that important events in the Gulf War will cause an abrupt shift in Soviet attitudes and actions in the region.*

La politique soviétique face à l'Iran et à l'Irak dans le cadre de la guerre commencée en septembre 1980, peut sembler inintéressante vue la détermination souvent réitérée par l'URSS à demeurer neutre vis-à-vis de celle-ci. Mais les choses ne sont manifestement pas aussi simples. L'attitude soviétique depuis le début du conflit irako-iranien est teintée de paradoxes pour l'observateur qui assiste aux chassés-croisés des alliances entre l'URSS et les deux pays belligérants. Une volonté apparemment contradictoire de courtiser simultanément Bagdad et Téhéran est au centre de la stratégie du Kremlin.

Les visées soviétiques dans la région du Golfe Persique et surtout en Iran, ont une longue histoire. Elles sont liées à l'importance géo-stratégique de ce pays, ses réserves en pétrole, sa prépondérance à l'échelle régionale et sa forte concentration de musulmans. L'intérêt soviétique pour l'Irak, bien que plus récent, s'explique principalement par l'appartenance du pays à la communauté arabe et par son statut de producteur de pétrole. Si on considère les objectifs du Kremlin face aux deux protagonistes de la guerre du Golfe, on remarque que la politique soviétique n'est pas dépourvue de logique en rapport aux attentes qu'historiquement — surtout depuis les années soixante — l'URSS a nourries à l'endroit de l'Iran et de l'Irak.

---

\* Assistante de recherche au Département de science politique de l'Université Laval à Québec, Canada.

Revue *Études internationales*, volume XVII, n° 4, décembre 1986

L'objet de notre propos est d'évaluer la stratégie soviétique face à la guerre du Golfe. Pour ce faire, nous ferons un bref rappel des rapports de l'URSS avec chacun des belligérants depuis plus d'une décennie; nous verrons ensuite quelle forme prend l'engagement soviétique dans le conflit; et enfin nous essaierons d'analyser la teneur des intentions soviétiques en suggérant quelques interprétations. Mais d'abord quelques précisions sur la méthodologie utilisée.

L'étude de la politique extérieure soviétique pose un certain nombre de problèmes méthodologiques qui relèvent d'abord de l'inadéquation des modèles théoriques de politique étrangère, mais surtout de la nature même du système politique soviétique. Même un modèle comme celui de Graham T. Allison, inspiré d'une approche classique<sup>1</sup>, s'avère insatisfaisant pour appréhender la politique étrangère de l'Union soviétique. Prenant l'État comme unité d'analyse, son modèle de l'acteur rationnel postule l'existence d'un gouvernement national unifié qui tient lieu d'acteur privilégié dans le processus décisionnel en politique étrangère. À cette vision de l'État sont greffés des éléments additionnels qui spécifient ce modèle idéal-typique. Il s'agit du fonctionnement des organisations gouvernementales semi-indépendantes et du rôle des différents leaders politiques dans la détermination des principales orientations de politique étrangère.

Le comportement soviétique sur la scène internationale est un produit des débats et des conflits présents au sein d'une oligarchie, elle-même composée d'individus qui ont des intérêts propres ou qui représentent des institutions. Identifier quels sont les différents leaders politiques et les organisations qui jouent un rôle significatif dans le processus décisionnel en politique étrangère est relativement réalisable. Mais déterminer précisément en quoi ceux-ci ont contribué à l'application d'une décision est beaucoup plus complexe, voire quasi impossible. La nature même du système politique soviétique limite la connaissance de l'organisation interne du régime. Peu d'information est disponible sur la façon dont se traduit l'influence ou le pouvoir véritable d'une institution ou d'un individu. Par exemple, s'il est relativement aisé d'identifier les divers organes du Parti et de l'État responsables de la politique soviétique au Moyen-Orient, comment connaître les individus qui ont commandé l'invasion de l'Afghanistan?

Pour remédier aux faiblesses du modèle qui attribue à l'activité étatique un caractère consensuel, et érige une certitude le présupposé de la rationalité dans le processus décisionnel, nous procéderons au fil de l'analyse par interrogations. La présentation des interprétations possibles reliées à l'objet d'étude peut atténuer, du moins partiellement, l'inadéquation d'une approche conventionnelle qui apparaît un peu simple. L'appréhension de la réalité se fait à partir d'une vision globale du problème étudié qui prend en compte plusieurs éléments d'explication possibles, et minimise les risques de perception unidimensionnelle, compte tenu des faiblesses théoriques énoncées. Loin de relever de l'arbitraire, la méthode qui soulève des

---

1. Ce modèle est inspiré d'une approche classique qui dans un premier temps isole les différents objectifs de politique étrangère du pays étudié, en second lieu cerne les moyens utilisés pour atteindre ces objectifs, et ensuite évalue les résultats.

interrogations, formule des réponses plausibles et suggère des éléments d'explication, gagne en précision et en substance par rapport à une théorie rigide.

La revue des principaux événements qui ont marqué les relations entre l'URSS et les deux pays belligérants depuis l'ouverture des hostilités, suggère divers scénarios quant aux intentions soviétiques face au conflit irako-iranien. Comme nous l'avons mentionné, Moscou affirme très tôt son intention de demeurer neutre, insistant pour que les puissances extérieures n'interviennent pas dans le conflit. Les autorités soviétiques multiplient les appels à la négociation à l'endroit des protagonistes. Si la neutralité de Moscou n'est pas remise en cause, son impartialité vis-à-vis de Bagdad et de Téhéran est moins certaine. Plusieurs faits témoignent d'un engagement soviétique à un moment ou à un autre.

### I – ATTENTISME SOVIÉTIQUE FACE À L'IRAK

L'interruption des ventes d'armes soviétiques à l'Irak en 1980, est le premier événement important qui marque l'implication de Moscou dans la guerre du Golfe<sup>2</sup>. Il faut attendre le début de l'année 1982 pour voir l'URSS honorer à nouveau ses contrats de livraison de matériel militaire. Les livraisons d'armes soviétiques à l'Irak reprennent alors en quantité égale et même supérieure à celles délivrées auparavant<sup>3</sup>.

Rappelons que l'URSS est le principal fournisseur d'armes à l'Irak depuis l'avènement au pouvoir du Parti Baas irakien en 1968. L'idéologie nationaliste arabe du Baas et son discours se réclamant du non-alignement, n'empêchent pas l'Irak de devenir un allié privilégié de l'URSS dans la région. Le raffermissement des liens entre l'équipe du général al Bakr et l'URSS et s'effectue parallèlement à la distanciation de Bagdad par rapport aux pays occidentaux. En effet, c'est à ce moment que des divergences de vues de plus en plus marquées entre l'Irak et les pays de l'Ouest se font jour. Elles portent notamment sur des questions de politique régionale de même que sur le choix par l'Irak d'un modèle de développement socialisant. Le fait que la coopération soviéto-égyptienne, effective depuis la fin des années cinquante, prenne définitivement fin vers 1975-1976, incite Moscou à chercher d'autres appuis. De plus, des relations soviéto-irakiennes étroites peuvent contribuer à affaiblir l'influence de l'Occident, de l'Iran et de la Chine dans le Golfe Persique.

À une intensification du commerce des armes entre les deux pays, s'ajoute une coopération importante dans plusieurs champs de l'activité économique, dont le plus bel exemple est la participation soviétique au développement de l'industrie pétrolière irakienne. Cela n'empêche toutefois pas l'apparition de fréquents désaccords

- 
2. Les ventes d'armes soviétiques à l'Irak représentent en 1980 environ 70 % des besoins en équipement militaire de Bagdad. Au moment de la suspension des livraisons d'armement à l'Irak, le traité bilatéral d'assistance militaire qui lie les deux pays depuis 1972, est toujours en vigueur.
  3. La reprise des livraisons d'armes soviétiques en 1982, coïncide avec la première offensive iranienne en territoire irakien depuis l'ouverture des hostilités.

sur plusieurs sujets telle que la politique soviétique dans la corne de l'Afrique ou en Afghanistan. En 1980, Bagdad vote même aux Nations Unies, conjointement avec la majorité des pays arabes, pour la résolution condamnant la politique soviétique en Afghanistan. Au nombre des questions litigieuses ajoutons le mauvais traitement infligé aux communistes irakiens, et l'inquiétude de Bagdad face à l'éventualité d'une union entre ceux-ci (appuyés par l'URSS) et le chiites irakiens (appuyés par l'Iran).

Ces dissensions, alliées à un besoin de la technologie occidentale, incitent l'Irak à s'ouvrir à l'Occident pour son commerce extérieur, au moment où le pays se rapproche des monarchies arabes du Golfe vers le milieu des années soixante-dix. Cet engagement sur la voie d'une coopération économique toujours plus poussée avec l'Ouest a tôt fait d'engendrer une dépendance quasi absolue de l'Irak pour son développement économique. En fait, l'équipe de Saddam Hussein a intérêt à conserver des liens privilégiés avec l'Union soviétique, tout en projetant à l'endroit du monde arabe et de l'Occident l'image d'un pays non-aligné. Moscou s'accommode tant bien que mal de ce nouveau conservatisme de Bagdad et de ses nouvelles amitiés. Elle espère toujours maintenir et consolider son influence dans ce pays dont la position à l'échelle internationale est renforcée. C'est dans ce contexte que s'inscrit l'accord de livraisons d'armes de 1976 qui, momentanément, fait de l'Irak le plus gros importateur d'armes du Moyen-Orient<sup>4</sup>.

Au moment où débute la guerre du Golfe, les échanges économiques soviéto-irakiens demeurent donc très limités sauf pour les livraisons d'armes de Moscou, interrompues momentanément en 1980 et 1981. Il faut attendre l'année 1984 pour voir une série d'ententes à caractère économique lier les deux pays<sup>5</sup>. M. Y.A. Ryabov, président du comité d'État aux relations économiques extérieures, conduit au mois de mars une délégation à Bagdad. D'importants accords économiques et techniques sont signés, y compris une assistance soviétique pour la construction d'un réacteur nucléaire. Un crédit de deux milliards de dollars est également octroyé la même année à l'Irak pour l'achat d'armements. Enfin, lors d'un séjour en URSS le 16 décembre 1985, le président irakien Saddam Hussein a réaffirmé l'importance de l'amitié soviétique pour l'Irak et les Arabes.

## II – VELLÉTÉS SOVIÉTIQUES EN IRAN

Une autre action soviétique qui révèle une volonté d'intervention dans le conflit irako-iranien, est l'offre d'assistance militaire faite par l'URSS à l'Iran au début des

4. De 1970 à 1976, l'URSS a livré à l'Irak 97 % de ses importations d'armes majeures. C'est en 1977 que l'Irak occupe la première place chez les pays importateurs d'armes du Moyen-Orient. *Sipri Year book*, Stockholm, 1978.

5. On pense notamment à la conclusion d'une entente relative à une augmentation de la coopération économique soviéto-irakienne, survenue à la suite d'un séjour en URSS de deux représentants du gouvernement irakien, MM. Aziz et Ramadan.

hostilités<sup>6</sup>. Cette proposition, repoussée par Téhéran, survient peu de temps avant la signature du traité soviéto-syrien de 1980<sup>7</sup>.

Succédant aux ambitions territoriales des Tsars et à l'attitude assez conciliante de la Russie bolchevique naissante<sup>8</sup>, la politique soviétique envers l'Iran, depuis la Deuxième Guerre mondiale, comporte des phases distinctes qu'il est bon d'identifier. La première qui se termine en 1962, est désavantageuse pour Moscou avec l'échec de ses appuis successifs aux mouvements sécessionnistes d'Azerbaïdjan et de Mahabad, et d'autre part avec l'alignement iranien sur l'Occident<sup>9</sup>.

De 1962 à 1973 on assiste à une reprise des relations soviéto-iraniennes qui se manifeste principalement par une coopération économique accrue entre les deux pays. Soucieux de maintenir de bonnes relations avec les superpuissances, Mohammad-Reza Shah Pahlavi, dirigeant iranien, poursuit une politique étrangère qui vise à réduire la dépendance de l'Iran envers les États-Unis et à normaliser ses relations avec l'URSS. Celle-ci devient vite un des principaux partenaires commerciaux de l'Iran<sup>10</sup>. C'est à cette époque que le Kremlin fournit d'importantes quantités de matériel militaire au Shah. À l'entente d'achat d'armes conclue en 1966<sup>11</sup>, s'ajoute une série d'accords qui régissent notamment la construction d'entreprises industrielles et de centrales électriques en Iran. En retour, Téhéran s'engage à livrer du gaz naturel à Moscou. La distanciation opérée par l'Iran vis-à-vis de l'Ouest de même que sa plus grande réceptivité face aux intérêts soviétiques, représentent un atout appréciable pour Moscou.

- 
6. L'ambassadeur soviétique en Iran, Vladimir Vinogradov, aurait offert une aide militaire au Premier ministre iranien, Mohammed Ali Radjaï, au tout début des hostilités le 4 octobre 1980. Le texte de la conversation fut publié dans les journaux de Téhéran. Radjaï aurait refusé la proposition, alléguant que l'Iran n'échangerait pas son indépendance contre une aide soviétique. Moscou a toujours nié catégoriquement avoir offert de l'équipement militaire à Téhéran. La convergence de plusieurs sources nous incite à croire qu'il y a effectivement eu une offre soviétique d'assistance militaire. *Keesing's Contemporary Archives*, Londres, 1981, p. 31012; Laurent et Annie, CHABRY, janvier-mars 1982, « Le conflit irako-iranien: de l'anathème au compromis », *Maghreb Machrek*, no. 95, France, p. 90. Alvin Z., RUBINSTEIN, *Soviet Policy toward Turkey, Iran and Afghanistan*, New-York, Praeger, 1982, p. 62.
  7. Dès le début de la guerre, la Syrie manifeste un appui catégorique à l'Iran qui se traduit notamment par la livraison d'armements.
  8. Il s'agit toutefois d'un aperçu global de la politique extérieure soviétique à cette époque. Le traité d'amitié de 1921 entre l'Union soviétique et la Perse demeure une entente à caractère impérialiste. Par ce traité, les deux pays conviennent d'un tracé de frontière et s'engagent à ne pas intervenir dans leurs affaires internes respectives. Toutefois, celui-ci comporte des clauses inégales, notamment les articles V et VI qui renferment des réserves quant au principe de non-ingérence en cas d'entrée en scène d'un troisième acteur, pouvant représenter une menace pour l'une ou l'autre des parties. En fait, c'est davantage Moscou qui s'octroie le droit de pénétrer en territoire persan pour assurer sa propre défense. Ces deux articles seront souvent invoqués par l'URSS pour justifier sa politique envers l'Iran. On pense à l'occupation soviétique de l'Azerbaïdjan iranien lors de la Seconde Guerre mondiale, et au discours de Brejnev en 1978 qui avertit que l'arrivée éventuelle de troupes étrangères en Iran serait considérée comme une atteinte à la sécurité de l'Union soviétique.
  9. L'Iran, par son adhésion au Pacte de Bagdad et la signature d'un accord bilatéral de défense avec les États-Unis (1959), cherche à assurer sa sécurité dans un système d'alliances militaires.
  10. Le commerce soviéto-iranien décuple entre 1966 et 1973. Shahram, CHUBIN, *Soviet Policy towards Iran and the Gulf*, USA, International Institute for Strategic Studies, 1980, p. 18.
  11. De l'ordre de 100 millions de dollars en devises fortes. *Sipri Year book*, Stockholm, 1973, p. 230.

La période qui débute avec l'année 1974 pour se terminer au moment de la révolution iranienne de 1979, est marquée par une plus grande détermination des deux pays à exprimer leurs intérêts propres. La politique de sécurité iranienne est moins accommodante, davantage agressive au niveau régional. Ce nouveau dynamisme, associé à la peur de se voir lié de trop près au géant soviétique, incite l'Iran à se doter en très peu de temps d'un arsenal militaire sophistiqué et à faire appel à des fournisseurs occidentaux. À cette intégration plus poussée de l'Iran avec l'Ouest<sup>12</sup>, l'URSS oppose un mélange de pression et d'influence sur son voisin du sud. Manoeuvres militaires soviétiques aux frontières, violations de l'espace aérien, mises en garde verbales se succèdent. Ceci n'est pas sans envenimer le différend soviéto-iranien sur la question du projet de sécurité collective asiatique. Malgré tout, la coopération économique persiste entre l'URSS et l'Iran durant cette période. On note une augmentation du commerce entre les deux pays<sup>13</sup>, même si la majorité des échanges commerciaux iraniens se font avec le Marché Commun, les États-Unis et le Japon.

La radicalité profonde de la révolution iranienne a tôt fait de placer l'Union soviétique dans une position bien précaire qui requiert une grande souplesse dans la conduite de sa diplomatie<sup>14</sup>. Face à une doctrine religieuse et à un pouvoir temporel qui s'affirment, Moscou est confronté à un dilemme. Une démarche hostile au courant islamique risque d'hypothéquer ses futures relations avec Téhéran si le Shah est renversé, et elle risque de susciter de vives oppositions au sein de la population musulmane soviétique. Au contraire, un appui au mouvement révolutionnaire iranien entre en conflit avec la politique de désislamisation poursuivie à certaines époques en URSS, et rend précaire la situation des partis communistes locaux. Au tout début de la crise de 1979, Moscou affiche une attitude pour le moins

12. Téhéran recourt à des mesures diplomatiques dans la région qui, aux dires de Moscou, servent les intérêts occidentaux. On pense à la promotion par l'Iran d'une entente sur la sécurité dans le Golfe n'incluant que les États du littoral, ou à l'appui militaire iranien au gouvernement pro-occidental d'Oman qui jette le discrédit sur les mouvements de libération nationale. Les patrouilles effectuées par l'Iran près du détroit d'Ormuz en 1974-75 (conjointement avec le gouvernement de Mascate) semblent ennuyer Moscou qui redoute la mainmise occidentale sur ce secteur stratégique. Plusieurs activités de Téhéran en Asie sont également jugées contraires aux intérêts du Kremlin et de ses alliés.

13. En 1977, le commerce bilatéral excède un milliard de dollars et les exportations soviétiques augmentent de 50 %. À la fin de l'année, l'Iran est le troisième partenaire commercial de l'URSS dans le tiers-monde pour les biens non militaires. Shahram, CHUBIN, *op. cit.*, p. 22.

14. L'Union soviétique est le cinquième pays islamique du monde avec quelque quarante-sept millions de musulmans, soit 18 % de la population totale. Majoritairement d'origine turque ou iranienne, ils sont surtout concentrés dans les républiques d'Asie centrale. Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan soviétique et cinquième plus grande ville en URSS avec une population de 1,5 million d'habitants, n'est qu'à deux cents milles du territoire iranien. Les musulmans soviétiques connaissent une « explosion démographique » qui contraste avec le taux de croissance stagnant des Slaves. Entre 1970 et 1979, l'accroissement moyen des musulmans de l'URSS a été de 22 %, celui des Russes (52 % de la population) de 6,5 %. On prévoit qu'en l'an 2000, il y aura entre soixante-six et soixante-quinze millions de musulmans soviétiques, soit 22 % à 24 % de la population totale. Shahram, CHUBIN, *op. cit.*, p. 37. *Le Monde*, 14 février 1984, p. 7. K., DAWISHA, H.C., D'ENCAUSSE, « Islam in the Foreign Policy of the Soviet Union: a Double - Edged Sword ? » *Islam in the Foreign Policy*, G.B., Royal Institute of Intern. Affairs, 1983.

circonspecte face aux ayatollahs, farouchement anti-communistes. Lorsque le renversement du Shah apparaît irréversible, l'affaiblissement de l'Iran et le bouleversement des bases de la planification occidentale dans le Golfe ouvrent des perspectives intéressantes à l'URSS.

Toutefois, l'influence soviétique est loin d'être assurée. Le combat livré par l'imam Khomeiny à l'impérialisme américain ne dissipe pas la méfiance, voire l'hostilité, que l'URSS (« petit satan ») inspire à l'Iran. Après la prise des otages américains, on note une accentuation des manifestations anti-impérialistes. Le slogan « ni Ouest, ni Est, Révolution islamique » scandé à tout vent ne laisse aucun doute sur la perception partagée à l'endroit des grandes puissances. De plus, l'occupation de l'Afghanistan attire les foudres de Khomeiny qui s'insurge contre la violation d'un pays musulman et voit d'un mauvais oeil l'afflux des réfugiés afghans en Iran. Cette année-là, l'Iran réduit de moitié ses exportations de gaz vers l'URSS, puis de 75 % pour enfin les interrompre en mars 1980. Les deux parties ne s'entendent pas sur le prix. La détérioration des relations entre les deux pays s'accélère avec l'intolérance de plus en plus marquée du clergé conservateur, des commerçants du bazar et des hodjatieh (extrême-droite du mouvement islamiste) à l'endroit du Toudeh (Parti communiste iranien pro-soviétique). Dix-huit diplomates soviétiques sont expulsés en 1983 sous une accusation d'espionnage. Du côté du Kremlin, les radios persophones des Républiques musulmanes lancent d'acerbres critiques contre la politique « irresponsable » de l'imam Khomeiny.

Même en période d'inimitié, le pragmatisme iranien né des contraintes économiques et le volontarisme politique soviétique entraînent des rapports économiques ininterrompus entre les deux pays. C'est dans cette perspective qu'il faut considérer le protocole d'accord d'avril 1980 qui porte sur la réactivation de trois voies commerciales traversant la frontière soviéto-iranienne. On constate une grande utilisation du territoire soviétique pour le transit commercial de l'Iran en 1980 et 1981. Mais en 1983, seulement  $\frac{1}{5}$  des importations iraniennes sont acheminées via l'URSS comparativement à  $\frac{1}{3}$  en 1980. La Commission permanente soviéto-iranienne pour la coopération économique, convient d'un second protocole d'accords en 1980.

Les sanctions économiques occidentales offrent de nouvelles opportunités pour l'URSS et ses alliés. Plus de deux millions de tonnes de pétrole iranien sont vendus à Moscou en 1981 (comparativement à un million de tonnes en 1977). Les chiffres sont sensiblement les mêmes pour 1983. En retour, Téhéran obtient du kérosène qui lui est indispensable suite à la destruction de la raffinerie d'Abadan<sup>15</sup>. Enfin, avec la visite du ministre iranien de l'Électricité (M. Hassan Ghafouri-Fard) à Moscou en 1982, un protocole est signé concernant l'achèvement par les Soviétiques de deux centrales en cours de construction à Ahwaz et à Ispahan<sup>16</sup>. L'Iran n'en demeure pas moins étroitement lié aux pays industrialisés du bloc occidental pour le commerce et

15. Francis, DRACE, « Irano-Soviet economic relations 1962-1983 » *Asian Affairs* (London), Automne 1985, pp. 60-62.

16. *Le Monde*, 24-30 novembre, 1983.



les contrats engagés. En 1983, seulement 10 % des importations iraniennes proviennent du bloc soviétique et 26 % de ses exportations y sont acheminées<sup>17</sup>.

Ces événements qui, depuis plus d'une décennie, animent les rapports entre l'URSS et les deux pays belligérants aident à la compréhension de l'engagement soviétique dans la guerre du Golfe.

### III – DES OBJECTIFS PEU ÉVIDENTS

On distingue donc deux moments marquants de la politique du Kremlin face au conflit irako-iranien. Il s'agit d'abord de l'interruption des livraisons d'armes à l'Irak en 1980, accompagné d'une offre d'assistance militaire à l'Iran la même année, et en second lieu de la reprise du commerce des armes soviéto-irakien de 1982.

Que suggèrent ces fait au niveau de l'engagement soviétique dans la guerre du Golfe? Une première hypothèse qui semble la plus plausible est celle d'un intérêt soviétique plus marqué pour l'Iran. Cette éventualité n'a pas lieu de surprendre si on considère la grande importance qu'historiquement l'URSS confère à l'Iran. Imaginons le scénario suivant.

La partialité soviétique envers l'Iran au début de la guerre a des fondements à la fois stratégiques et géo-politiques. L'anti-américanisme de l'Iran (qui paradoxalement ne dispose à ce moment que d'équipement militaire américain hautement perfectionné), de même que la précarité de son régime représentent pour l'URSS une occasion unique. L'éventualité d'une victoire de Bagdad et d'un renversement du régime de Khomeiny, écarterait définitivement toute possibilité de préparer une relève communiste au régime islamique (le Toudeh, Parti communiste iranien, est alors très influent). D'où l'offre de livraisons d'armes faite par l'ambassadeur soviétique au Premier ministre iranien, Mohammed Ali Radjaï, en 1980. La peur d'une intervention américaine dans le Golfe a pu également inciter Moscou à interrompre ses livraisons massives d'armes à Bagdad.

L'Iran s'avère très peu réceptif à « l'offensive de charme » déployée par l'URSS. Après la renonciation au traité d'amitié de 1921 et l'annulation du projet de construction d'une seconde infrastructure pour le gaz naturel, Téhéran ne manque pas de condamner les politiques régionales soviétiques. Nous avons déjà parlé de l'indignation de Khomeiny suite à l'occupation soviétique de l'Afghanistan et de l'intolérance grandissante du clergé conservateur à l'endroit du Toudeh. Au chapitre de la méfiance qu'inspire Moscou, le régime Khomeiniste présente une certaine continuité avec le régime du Shah. L'occupation soviétique de l'Azerbaïdjan en 1945 reste présent à la mémoire des dirigeants iraniens, si différents soient-ils.

La presse soviétique est un atout indispensable à la compréhension de la politique de l'Union soviétique, bien qu'elle soit sujette à plus d'une interprétation et qu'elle renferme le danger de la désinformation. De septembre 1980 à novembre

17. R.K., RAMAZANI, « Iran: Burying the Hatchet », *Foreign Policy*, automne 1985, Washington D.C., no. 60, pp. 63-64.

1982, la majorité des articles répertoriés sur l'Iran et l'Irak lancent un appel à la cessation du conflit<sup>18</sup>. La prudence de ces écrits suggère deux explications. Il est d'une part très plausible que ces articles reproduisent la neutralité officielle du Kremlin mais d'autre part, il est également vraisemblable que ces exhortations au cessez-le-feu traduisent une position pro-iranienne dans la mesure où l'Irak, qui a l'avantage au début des hostilités, est l'instigateur du conflit. Cette dernière interprétation permettrait d'expliquer la parution de deux articles où les commentateurs expriment leur désir de voir les relations soviéto-iraniennes renforcées, tout en réfutant les critiques dont Moscou est l'objet dans les milieux iraniens<sup>19</sup>.

Si la thèse de la partialité soviétique envers l'Iran peut être étayée par un examen de la presse soviétique de 1980 à 1982, il en va autrement pour les années postérieures. Dans les articles parus en 1983, 1984 et 1985, on constate une nette gradation du mécontentement soviétique envers l'Iran. Dès décembre 1982, un écrit relatant une manifestation tenue à l'ambassade soviétique à Téhéran, met en cause les autorités iraniennes<sup>20</sup>. Des condamnations du Toudeh par Téhéran sont suivies par une série d'articles condamnant les mauvais traitements infligés aux communistes iraniens<sup>21</sup>. Le ton demeure toutefois relativement modéré. Si l'on réproouve certains aspects du régime, on réitère le bien-fondé de la révolution iranienne et le désir d'améliorer la coopération entre Moscou et Téhéran. Le discours concernant le conflit demeure le même. Ce n'est qu'à partir de la fin de l'année 1983, que les critiques à l'endroit du régime iranien et de son rôle dans le conflit se font virulentes et acerbes<sup>22</sup>. Un article de V. Pustov publié en 1984, vante la volonté de paix des Irakiens et blâme les Iraniens de vouloir poursuivre les hostilités<sup>23</sup>. Ainsi l'exaspération progressive des leaders du Kremlin n'a d'égal que les rebuffades répétées de Khomeiny face aux avances soviétiques du début de la guerre. La plus grande agressivité perceptible dans la presse en URSS, coïncide avec les condamnations de la politique Khomeiniste lancées par les radios persophones des Républiques musulmanes soviétiques. En 1986, seul deux articles de la presse écrite présentent quelque intérêt. L'un d'eux reproche à l'Iran ses activités subversives en Afghanis-

- 
18. Yu, GLUKHOV, « Will the Conflict Be Quenched »?, *Pravda*, 31 mai 1982, p. 6; V., VLADIMIROV, « Who is Benefiting From the Conflict »?, *Izvestia*, 14 mai 1982, p. 4. Pavel, DEMCHENKO, « Senseless War », *Pravda*, 7 octobre 1982. The Current Digest of the Soviet Press.
  19. Pavel, DEMCHENKO, « In the Interest of Goodneighborliness », *Pravda*, 9 mars 1982, p. 4. R., ULYANOVSKY, « The Iranian Revolution and its Special Features », *Kommunist*, no. 10, juillet 1982, p. 106. The Current Digest of the Soviet Press.
  20. « Hostile Escapade », *Pravda*, 28 décembre 1982, p. 5.
  21. Contrary to Iran's National Interest », *Pravda*, 19 février 1983. Pavel, DEMCHENKO, « Retribution Being Readied », *Pravda*, 23 mars 1983, p. 5. « On the Anti-Soviet Campaign in Iran », *Pravda*, 6 mai 1983, p. 4. K., VITALYEV, « Who Needs This », *Pravda*, 31 décembre 1983, p. 5. The Current Digest of the Soviet Press.
  22. Y., GLUKHOV, « Protracted War », *Pravda*, 14 novembre 1983, p. 5; V., SEMYONOV, « Falsification on Television », *Izvestia*, 20 octobre 1984, p. 5; « Senseless War », *Krasnaya Zvezda*, 30 septembre 1984, p. 16; R., ULYANOVSKY, « The Fate of the Iranian Revolution », *Kommunist*, no. 8, 1985, p. 104; Konstantin, GEIVANDOV, « Gloomy Fifth Anniversary », *Izvestia*, 26 août 1985, p. 5. The Current Digest of the Soviet Press.
  23. V., PUSTOV, « Who Benefits from Bloodshed »?, *Krasnaya Zvezda*, 21 avril 1984, p. 6.

tan. Le second appelle à une cessation des hostilités et souligne les risques d'expansion de la guerre suite à l'invasion iranienne du mois de février<sup>24</sup>.

Après son appui discret des deux premières années du conflit, Moscou conserve-t-il un intérêt pour l'Iran malgré la reprise des livraisons d'armes à l'Irak ? On peut répondre par l'affirmation et supposer que l'URSS tente d'éviter un rapprochement entre l'Ouest et l'Iran, et qu'elle encourage Téhéran à persister dans son animosité envers Washington. L'idée, chère à l'Iran khomeiniste, d'une politique indépendante dans la région doit plaire à l'URSS. Des délégations iraniennes et soviétiques se rencontrent à deux reprises<sup>25</sup> en 1984, bien que le régime de Téhéran soit l'objet de violentes critiques dans la presse moscovite.

Quelle que soit la place de l'Iran dans les calculs de l'Union soviétique, nous devons garder en mémoire le changement notable de la stratégie de celle-ci en 1982, avec la reprise des livraisons d'armes à l'Irak. À quoi peut-on attribuer ce changement ? Mise à part l'hostilité grandissante de Téhéran qui suscite du mécontentement à Moscou, un certain nombre de raisons peuvent motiver le volte-face. Les offensives iraniennes laissent planer en URSS le spectre de la chute du régime irakien, bien qu'une victoire éclatante des baasistes ne servirait pas plus ses desseins. Refuser de livrer des armes à un signataire de traité d'amitié est une chose, permettre le renversement de son gouvernement et l'invasion de son territoire en est une autre. La crédibilité du l'URSS au niveau de ses alliances est en jeu. De plus, une issue heureuse pour l'Iran pourrait provoquer un regain de fondamentalisme islamique dans la région, notamment à la périphérie de la frontière sud soviétique. Les risques de réactions défavorables des États-Unis à une reprise des rapports privilégiés avec Bagdad, sont moindres qu'au début du conflit. La piètre performance américaine au Liban, de même que l'intention déclarée des États du Golfe de garder leur distance face à Washington ont très probablement rassuré les Soviétiques. Ces thèmes seront d'ailleurs développés un peu plus tard par les analystes soviétiques<sup>26</sup>. Après tout, les États-Unis n'ont-ils pas fait savoir publiquement qu'ils n'interviendraient pas dans le Golfe à moins que ce ne soit de concert avec leurs alliés arabes ? Enfin, étant donné l'antagonisme persistant entre Téhéran et Washington, Moscou craint moins le passage de l'Iran dans la sphère américaine.

24. A. KAPRALOV, « In tandem », *Izvestia*, 13 mai 1986, p. 4; Yu, GLUKHOV, « Iran-Iraq: Conflict Worsens », *Pravda*, 14 février 1986, p. 5.

25. De ces entrevues naît une entente assurant l'assistance de l'URSS pour la construction d'installations électrogènes. Moscou a manifesté le désir d'améliorer ses relations économiques avec Téhéran lors d'une émission de Radio-Moscou diffusée en Iran (Radio-Moscou, FBIS, 5 février 1984, pp H4-H5). Le 1<sup>er</sup> février 1986, M. Georgy Kornienko, premier vice-ministre soviétique des Affaires étrangères effectuait une visite en Iran. Cette visite de la délégation soviétique de plus haut rang à s'être rendue en Iran depuis la révolution islamique de 1979, a été qualifiée par les deux parties de « constructive ». Selon Radio-Téhéran, les deux pays ont décidé la reprise des vols de la compagnie *Aeroflot* entre Moscou et Téhéran ainsi que la création d'une commission mixte composée des ministres des Finances et de l'Économie (*Le Monde*, 6 février 1986, p. 4).

26. Alexander, BOVIN, Pavel, DEMCHENKO; *Moscow Domestic Service*, FBIS, 29 mai 1984, p. cc 5,6; Konstantin GEYVANDOV, « Political Observer's Opinion: But Is It Not Time to Call a Halt »?, *Izvestia*, 8 juin 1984, p. 5.

Au moment où Téhéran est plus que jamais isolé par rapport aux deux grands et aux États de la région moyen-orientale, on peut également avancer l'hypothèse que l'URSS réitère son appui à l'Irak principalement pour avoir les faveurs du monde arabe (Syrie et Libye exceptées). Comme par le passé, les relations soviéto-irakiennes s'établissent à l'intérieur de paramètres déterminés par des intérêts convergents. Au besoin de l'Irak de s'approvisionner en armes correspond la recherche par l'Union soviétique de partenaires arabes. L'Irak demeure somme toute un interlocuteur assez fiable au niveau de la conduite de sa politique extérieure, depuis que les deux pays ont scellé leurs relations par un traité d'amitié et de coopération en 1972. Il y a bien eu les divergences de la seconde moitié des années soixante-dix, relatives aux questions économiques et à des aspects de la politique régionale et internationale, mais Bagdad reste dans la région une des valeurs les plus sûres pour Moscou.

En fait, le dessein soviétique d'accéder à un statut d'acteur majeur dans la région perdure encore aujourd'hui, malgré des engagements incertains<sup>27</sup>. Les États arabes sont d'autant plus présents dans les calculs soviétiques qu'avec les années quatre-vingt, Moscou a su maintenir des relations à la fois avec les radicaux et avec les modérés arabes. Le Yémen du Sud, la Libye et la Syrie entretiennent toujours des rapports étroits avec le Kremlin. De plus, on observe à certains moments une convergence de vues de l'URSS avec des pays arabes traditionnellement pro-occidentaux. On pense évidemment à leur appui commun à l'Irak dans le conflit<sup>28</sup>, mais d'autres signes attestent ce rapprochement. Les contacts avec l'Égypte, les ventes d'armes au Koweït, les pourparlers avec la Jordanie et l'Arabie Saoudite en sont des exemples. L'URSS craint l'isolement surtout au moment où l'Irak a de plus en plus d'intérêts communs avec les modérés arabes. Lorsque ses deux nouveaux oléoducs trans-saoudiens seront en fonction, en plus de celui qui sillonne la Turquie, Bagdad sera relié aux trois États les plus pro-occidentaux de la région. Le traité irako-turc sur le problème frontalier, les appuis du Caire, de Riyad et d'Amman à Saddam Hussein, autant d'éléments qui incitent Moscou à faire preuve de circonspection, de flexibilité et de pragmatisme dans ses relations avec le monde arabe.

Pour mener à bien sa politique envers l'Iran et l'Irak dans la guerre du Golfe, l'URSS dispose de peu de moyens. Le commerce des armes est le plus important.

---

27. L'Égypte est sans conteste le plus bel exemple des échecs soviétiques au Moyen-Orient. La coopération soviéto-égyptienne effective dès la fin des années cinquante, fait de l'Égypte le partenaire privilégié de l'URSS au Moyen-Orient. Cette relation étroite, qui prend notamment la forme d'une aide soviétique économique et militaire considérable, est interrompue vers 1973 alors que Sadate se tourne vers Washington. Moscou connaît par la suite, bien qu'à une moindre échelle, des insuccès de même nature avec l'Irak. La Syrie n'a, quant à elle, pas fait faux bond à l'URSS, depuis que d'importants investissements soviétiques ont été effectués dans les années soixante.

28. Dès le début des hostilités, un certain nombre de pays arabes proclament leur appui à l'Irak. À la Jordanie qui exprime un soutien non équivoque, se joignent l'Arabie Saoudite, le Maroc, la Mauritanie, la République arabe du Yémen et les États du Golfe. L'aide se traduit principalement par une assistance financière et par l'octroi de prêts. L'Égypte, bien que beaucoup plus critique face à l'offensive irakienne, se range également du côté de Bagdad. Tout comme la Jordanie, elle a tôt fait de livrer des armes à l'armée irakienne. Seuls deux pays arabes manifestent un appui catégorique à l'Iran, la Syrie et la Libye.

Comme nous l'avons vu, les moments importants de l'engagement soviétique dans le conflit coïncident avec des changements concernant les livraisons d'armes. Les échanges économiques, bien que non négligeables, sont moins utiles pour une évaluation des moyens d'action soviétiques. Les rapports économiques soviéto-irakiens sont en 1980 très limités. Toutefois, à partir de 1984, au moment où les relations entre l'URSS et l'Irak sont rétablies, des ententes à caractère économique lient les deux pays. Depuis le début de la guerre du Golfe, nous avons souligné la persistance d'une activité économique, même restreinte, entre l'URSS et l'Iran. Malgré l'insuffisance de statistiques sur le commerce, les initiatives importantes dans le domaine de la coopération économique semblent plus rares après 1982, période de plus grande animosité soviéto-iranienne. Peu de développements majeurs se sont produits depuis lors, si ce n'est la visite à Téhéran cette année du vice-ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Kornienko, en février, et la rencontre du 19 août entre le président du Conseil des ministres de l'URSS M. Nikolay Ryzhkov, et le ministre iranien du pétrole, M. Gholam Reza Aqazadeh. Ces derniers ont soulevé le problème des liens économiques et commerciaux insuffisants entre les deux pays.

Le commerce des armes et, dans une moindre mesure, les échanges économiques sont donc les principaux moyens utilisés par Moscou pour rendre effective sa politique dans le Golfe. L'URSS ne semble pas avoir pu profiter de la présence des rebelles kurdes et des communistes dans les deux pays. Elle qui a longtemps donné son appui à la résistance kurde est, depuis environ une décennie, plus sceptique quant à son utilité comme élément déstabilisateur. Aujourd'hui, même si plusieurs choses rapprochent les Kurdes iraniens et l'URSS, peu d'indicateurs suggèrent une collusion entre les deux parties malgré la découverte d'armes de fabrication soviétique et tchécoslovaque au Kurdistan.

Pour ce qui est des communistes, l'URSS entretient des rapports très différents avec les partis irakien et iranien. Pro-soviétique, le PC irakien doit possiblement à Moscou d'être officiellement reconnu par le parti Baas au pouvoir en 1972. L'intérêt soviétique pour les communistes irakiens au début des années soixante-dix, s'inscrit dans une vague de révision partielle de ses options relatives aux forces « progressistes » non gouvernementales, à l'intérieur des pays du tiers-monde. Mais la sympathie de l'URSS pour le PC irakien est de courte durée. Après le retour de celui-ci à la clandestinité vers 1978, c'est avec le gouvernement de Bagdad que Moscou maintient ses relations.

Sorti de la clandestinité en 1941, le Parti communiste iranien, le Toudeh, a toujours été considéré comme le seul parti communiste orthodoxe pro-soviétique en Iran. Les modalités de la coopération entre Moscou et le Toudeh font toutefois problème. S'il est vraisemblable que le Toudeh ait été plus d'une fois en relation avec le comité central du PCUS et avec le KGB, la façon dont s'exerce cette influence est difficilement perceptible. Les Soviétiques ont sans conteste joué un rôle dans la création et le contrôle de la Voix nationale de l'Iran (radio clandestine pro-Toudeh diffusant à partir de Bakou en Azerbaïdjan soviétique), de même que dans les publications communistes telles que *Mardom* (le Peuple), organe central du PC iranien, et le *Journal de l'Azerbaïdjan*. L'éventualité de la désignation des membres du comité central du Toudeh par Moscou n'est pas à écarter. La fonction strictement

utilitaire que l'URSS confère au Toudeh, explique pourquoi, en plusieurs occasions, les communistes iraniens ont été abandonnés dans des périodes de répression aiguë. En 1983, la dissolution du Toudeh a entraîné l'arrestation et la condamnation de plusieurs de ses membres.

#### IV – SINGULARITÉ DE LA STRATÉGIE SOVIÉTIQUE

Comment ne pas s'étonner de la stratégie soviétique qui consiste à courtiser simultanément les deux protagonistes. On est en droit de se questionner sur les véritables intentions de l'URSS face à la guerre du Golfe. Que recherchent les leaders du Kremlin ? Ont-ils des objectifs précis ? Une politique bien déterminée vis-à-vis des deux belligérants ? À partir des données qui ont été fournies, plusieurs interprétations sont possibles. Nous nous arrêterons aux deux éventualités qui nous apparaissent les plus vraisemblables.

La première fait de l'Iran l'enjeu principal de la politique du Kremlin poursuivie dans le cadre du conflit. Elle est conforme à la thèse de l'expansionnisme soviétique qui prête à Moscou l'intention d'exercer une prépondérance politique directe sur l'Iran. L'objectif premier du Kremlin est de maintenir de « bonnes » relations avec Téhéran, faute de pouvoir s'en faire un allié, ou mieux de soumettre le pays à son influence. Les leaders soviétiques savent pertinemment qu'aussi longtemps que l'imam Khomeiny et ses disciples gouverneront le pays, les options sont plutôt minces. Peu de temps après le début des hostilités, l'URSS voyant l'impossibilité d'un véritable rapprochement avec l'Iran, reprend son assistance à l'Irak de peur de se retrouver perdant d'un côté comme de l'autre.

À partir de ce moment, Moscou joue sur deux tableaux. À son souci de demeurer en bons termes avec l'Iran, s'ajoute un second objectif visant à ménager la susceptibilité des États arabes qui, pour la plupart, appuient l'Irak. Ainsi la stratégie soviétique consistant à maintenir des relations avec les deux belligérants s'inscrirait dans une politique à faibles risques, plutôt réactive, qui s'appuie à la fois sur des objectifs de court et de long terme. Dans cette perspective, on peut croire qu'un rapprochement effectif soviéto-iranien en 1980 aurait entraîné un délaissement de l'Irak par l'URSS, au moins pour la durée du conflit. Mais tel ne fut pas le cas et Moscou a dû, une fois encore, s'adapter au contexte régional et se plier aux humeurs des dirigeants khomeinistes. Voyant ses chances de succès réduites en Iran, l'URSS opte pour des objectifs de court terme qui consistent à entretenir ses faibles liens avec Téhéran tout en gardant l'Irak comme allié.

Ce scénario attribue à la politique soviétique une certaine continuité par rapport à celle qui prévalait depuis les années soixante. L'URSS a depuis cette époque, et même auparavant, l'objectif de soumettre l'Iran à son influence. Toute augmentation de la coopération économique et politique entre les deux pays est encouragée par le Kremlin, même si à court terme elle ne donne lieu qu'à des résultats partiels. L'Irak est avant toute chose un membre influent de la communauté arabe qu'il est utile d'avoir comme allié. Cette forme d'amitié demeure très intéressée et n'engage pas les parties outre mesure. On pense à la tolérance de Moscou face à la

philosophie arabiste de non-alignement développée surtout après la prise du pouvoir du parti Baas en 1968.

Une hypothèse alternative serait que l'URSS a, face au conflit, des intentions purement défensives. Les velléités soviétiques de rapprochement avec l'Iran tiendraient aux appréhensions du Kremlin envers la révolution islamique iranienne. Avec la « menace musulmane » susceptible d'affecter la stabilité de l'empire soviétique, l'URSS doit prendre en compte le facteur islamique dans sa stratégie moyen-orientale et s'intéresser davantage aux pays musulmans contigus à sa frontière méridionale<sup>29</sup>. L'Imam Khomeiny dérange les Soviétiques moins en regard de l'équilibre géo-stratégique de la région, que pour des questions de politique intérieure. D'où la volonté du Kremlin de faire de l'Iran un allié.

Mais voilà qu'au moment des premières offensives iraniennes en territoire irakien, l'éventualité d'un État iranien renforcé et menaçant pouvant éventuellement modifier l'échiquier régional, incite l'URSS à renouer avec l'Irak en reprenant ses livraisons d'armes. Moscou, soucieux tout de même de ménager le gouvernement iranien, poursuit ses relations économiques avec celui-ci. Mais l'Iran considéré désormais non plus comme un simple pion mais plutôt comme un acteur de taille, oblige l'URSS à la prudence. Le risque d'une propagation de la révolution islamique non seulement en Irak – avec l'aide de la population chiite du pays – mais dans les pays du Proche-Orient, aurait tôt fait de rompre l'équilibre stratégique précaire existant au niveau des rapports est-ouest dans la région.

Pouvons-nous préjuger de l'attitude soviétique face au conflit lui-même ? Du point de vue du Kremlin, la situation créée par le conflit irako-iranien comporte des similitudes avec les guerres opposant l'Inde et le Pakistan en 1965 de même que l'Éthiopie et la Somalie en 1977. Dans tous ces cas, l'objectif soviétique immédiat est de gagner de l'influence avec les deux parties. Dans le conflit indo-pakistanaï, Moscou a joué un rôle de pacificateur. Le Premier ministre Kossyguine parvenait en effet à mener les deux pays à la table de négociation à la conférence de Tachkent. La tactique soviétique diffère dans le second cas, l'URSS abandonnant la Somalie au profit de l'Éthiopie.

29. Pendant un demi-siècle, les musulmans soviétiques ont vécu complètement coupés de la « Umma », communauté des croyants. Les choses prennent une toute autre tournure au début des années '50 quand la presse soviétique d'Asie Centrale fait état de fréquents passages des frontières turkmène et tadjike par des propagandistes afghans (*Le Monde*, 15 novembre 1984, p. 5). La vague islamique qui balaie les pays musulmans du Moyen-Orient à l'aube des années '70 se fait sentir sur les républiques soviétiques à majorité musulmane. Des organisations ou groupes musulmans de tout acabit (dont les confréries soufies fondamentalistes, les moudjahidins afghans) y diffusent leur propagande. Toutefois, cette plus grande perméabilité des frontières, de même que le dynamisme démographique inégal des Russes et des musulmans, est loin de représenter une garantie certaine de prééminence islamique sur la politique intérieure soviétique. L'Asie Centrale demeure un territoire du monde islamique où règne l'ordre, et où surtout les autochtones jouissent d'un niveau de vie non égalé dans les pays musulmans voisins. De plus, la nature et le degré d'engagement religieux des musulmans soviétiques n'est pas facile à évaluer. L'incertitude quant à l'existence d'un péril islamique, née de la difficile délimitation entre les facteurs religieux et politiques, se reflète dans les différentes politiques poursuivies par le Kremlin en regard de cette question.

L'Union soviétique aurait peut-être avantage à voir le conflit prendre fin, s'il lui était possible de jouer un rôle de médiateur semblable à celui exercé à Tachkent. Sa contribution au règlement d'un différend vieux de plus d'un siècle<sup>30</sup>, inciterait l'Iran et l'Irak à considérer encore davantage le facteur soviétique dans la poursuite de leur politique étrangère respective. Une telle initiative faciliterait la percée diplomatique amorcée par Moscou depuis le début des années '80 à l'endroit des monarchies arabes du Golfe. Mais les chances sont minces de voir un tel scénario prendre forme, compte tenu de la méfiance des dirigeants iraniens vis-à-vis de l'URSS.

Il est peu probable que l'URSS tire profit de cette guerre. Il aurait pu en être autrement si l'Iran s'était dès le début nettement rangé du côté soviétique. Mais tel ne fut pas le cas. Le ballet diplomatique à l'endroit de Bagdad et de Téhéran auquel Moscou doit se livrer, demeure somme toute plutôt inconfortable et hasardeux. Les risques d'escalade du conflit persistent. Cette éventualité rendrait possible une participation américaine active advenant une maladresse de l'URSS. Le caractère incertain de la politique soviétique dans le conflit n'est pas pour rassurer les pays de la région qui pourraient être intéressés à un rapprochement avec Moscou. Deux raisons pourraient toutefois inciter Moscou à souhaiter une poursuite des hostilités. D'une part, un cessez-le-feu entraînerait automatiquement une reconstruction des économies irakienne et iranienne qui nécessiterait l'apport de crédits étrangers, donc occidentaux. Comme les États-Unis sont plus en mesure de fournir une assistance financière appropriée, l'URSS pourrait s'avérer perdante à ce jeu. La fin de la guerre occasionnerait également une reprise des exportations massives de pétrole par les deux pays, ce qui influencerait à la baisse sur le prix international de l'or noir, quel qu'en soit le niveau.

## V – CONCLUSION

La succession de quatre dirigeants à la tête du PCUS depuis le début des hostilités ne semble pas avoir modifié l'orientation de la politique soviétique à l'endroit du conflit. Même si la prise du pouvoir par Andropov en novembre 1982 coïncide avec la reprise des livraisons d'armement à l'Irak, la simultanéité des deux événements suggère plutôt que le rapprochement avec Bagdad a été décidé sous l'administration Brejnev.

Les trois années précédant la venue de Gorbatchev marquent la poursuite de la succession de Brejnev: peu de développements majeurs animent la politique étrangère soviétique. Cela est particulièrement vrai en ce qui regarde l'implication soviétique dans la guerre du Golfe. Il n'est toutefois pas exclu qu'avec Gorbatchev, la stratégie du Kremlin connaisse des modifications notables. Divers scénarios sont

30. Si la guerre du Golfe revêt une dimension conjoncturelle importante, elle s'inscrit également dans une dynamique beaucoup plus globale. De nombreux conflits et litiges ont marqué les relations entre les deux pays. Le problème concernant la frontière et la navigation sur le Chatt Al-Arab, qui perdure depuis plus de trois siècles, est particulièrement criant. À cela sont greffées les tensions séculaires dues aux problèmes ethniques, aux nationalismes rivaux (arabe et persan), aux antagonismes religieux (chiisme et sunnisme), et à la lutte pour la suprématie politique dans la région.



envisageables. Une offensive iranienne plus prononcée en territoire irakien, accompagnée d'une amélioration des relations entre les monarchies du Golfe (surtout l'Arabie Saoudite) et l'URSS pourrait forcer cette dernière à une attitude plus hostile envers la République islamique. On n'exclut pas alors l'application de mesures visant à affaiblir l'Iran, comme un appui effectif aux groupes oppositionnels Kurdes et au Toudeh, un arrêt du transit commercial iranien par le territoire soviétique ou pire, une exhortation soviétique à l'arrêt des livraisons d'armes syriennes et libyennes. Au contraire, un comportement iranien plus conciliant envers Moscou pourrait encourager celui-ci à forcer la main à Téhéran pour un règlement du conflit. Quoiqu'il en soit, indépendamment de l'avenir du régime khomeiniste et du dénouement de la guerre du Golfe, il est certain que Moscou n'abandonnera pas son dessein d'exercer sur l'Iran une influence toujours plus grande. L'absence de ligne directrice dans la stratégie moyen-orientale du Kremlin depuis le début des années '80, rend difficile toute prédiction sur la façon dont pourraient se traduire les velléités soviétiques envers l'Iran à moyen et à long terme. En attendant, le problème de la succession de l'imam Khomeiny doit susciter à Moscou les mêmes espoirs que lors des premiers mois qui ont suivi la révolution iranienne de 1979.

Enfin, une intervention soviétique directe dans le conflit est peu probable. La guerre du Golfe demeure circonscrite à l'échelle régionale, même si bien des circonstances peuvent entraîner une modification des règles du jeu. On pense par exemple à la fermeture du détroit d'Ormuz ou à une offensive iranienne en direction des monarchies arabes du Golfe. Des changements à la direction des régimes iraniens et irakiens bouleverseraient aussi, la situation.